

[Voir ceci dans votre navigateur.](#)

Newsletter - mars 2024



Jean-François Coulomme
Député de la Savoie
4^e circonscription

› Membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

 Groupe parlementaire
LFI-NUPES

CSW68 à New-York



Du 11 au 22 mars 2024 se tenait la 68e Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) à New York. Il s'agit de la

principale instance intergouvernementale mondiale et du plus grand rassemblement annuel dédié exclusivement à la promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes.

[En savoir plus](#)

4 mars 2024, journée historique pour les droits des femmes !



Grâce à notre précédente victoire parlementaire, au travail de notre présidente Mathilde Panot, et surtout grâce au travail des féministes, associations, collectifs, **le recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est érigé au rang de liberté fondamentale**. La France devient le seul pays au monde à inscrire le droit à l'avortement dans sa Constitution, alors que celui-ci recule dans de nombreux pays. Cette grande victoire est une étape, le combat continue pour rendre effectif ce droit et garantir les moyens d'accès et la sécurité des femmes qui recourent à l'IVG.

Nous déposerons également une proposition de résolution pour que le

droit à l'avortement soit garanti par la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Question écrite sur la réduction des risques en prison



The graphic features a purple-to-pink gradient background. On the left, the text 'Question Ecrite' is written in white, with a white fountain pen icon to its right. On the right side, the name 'Jean-François Coulomme' is displayed in white on a dark blue banner, with 'Député de la Savoie' written below it in white on a lighter blue banner. The main title 'La politique de réduction' is centered in large, bold, white letters.

Avec mon collègue député Ugo Bernalicis, nous avons déposé une question écrite à destination du ministre de la justice et de la ministre de la santé pour alerter sur la politique de réduction des risques en milieu carcéral.

Vous pouvez la retrouver au Journal Officiel et être alerté dans le cas d'une réponse [ici](#)

Journée du 8 mars : appel à la mobilisation





Depuis sa création en 2017, notre groupe parlementaire s'emploie à défendre le droit des femmes et à traduire les propositions de son programme à travers des amendements et des propositions de loi, mais aussi en soutenant activement et en étant le relais du travail essentiel des associations.

Au lendemain de l'inscription historique du droit à l'IVG dans notre Constitution, lutte arrachée par notre victoire parlementaire en 2022 mais surtout grâce aux combats de militantes, collectifs et associations féministes qui luttent depuis des années pour ce droit fondamental, on continue le combat !

Nous serons toujours du côté de la lutte pour le droits des femmes !

[En savoir plus](#)

Pour une retraite digne





J'étais présent au rassemblement pour le pouvoir d'achat des retraité·es ce 26 mars devant le ministère des Finances. Dans toute la France se sont tenues des manifestations à l'appel de l'intersyndicale pour exiger une hausse des pensions de 10 %.

Depuis 2017 et l'élection d'Emmanuel Macron, les retraité·es ont perdu 9.1% de pouvoir d'achat, c'est-à-dire 3 mois de pension. Comme l'immense majorité de la population, les retraité·es subissent de plein fouet l'inflation et la politique anti-sociale du gouvernement.

J'ai rencontré quelques jours avant les représentant·es de 4 organisations de retraité·es qui m'ont fait part de leurs inquiétudes concernant les caisses de retraites complémentaires.

MON ACTUALITÉ À L'ASSEMBLÉE

Conférence de presse sur les pratiques policières envers les migrants dans la Manche





Les accords du Touquet de 2003 ont fait de la France le bras armé de la Grande-Bretagne pour empêcher les migrants d'arriver sur le territoire britannique.

En 2021, le nombre de traversées a doublé par rapport à 2020 ou près de 18 200 exilé·es ont rejoint les côtes du Royaume-Uni à bord d'embarcations de fortune : les small boats qui deviennent le moyen de passage privilégié des migrants au péril de leur vie.

La situation humanitaire est catastrophique. En 2024, on décompte déjà 4300 traversées et 5 incidents mortels.

Ces morts sont aussi dus aux pratiques illégales observées chez les forces de l'ordre françaises comme le démontre l'enquête du journal Le Monde publiée le 23 mars 2024.

Bateaux crevés et filets autour des hélices des small boats, l'enquête documente ces manœuvres scandaleuses appelées « pull back » et que le ministère de l'Intérieur qualifie « d'interception en mer ».

Avec mes collègues député·es, nous souhaitons la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les agissements illégaux à l'encontre des exilés.

[En savoir plus](#)

Un sursis pour Julian Assange





Retrouvez mon communiqué sur la dernière décision de la justice britannique concernant l'extradition de Julian Assange vers les États-Unis.

[En savoir plus](#)

En commission des Lois

Cumul des mandats, le retour !



Les macronistes veulent rétablir le cumul des mandats (et donc des indemnités). Au-delà du scandale lié à la possibilité d'enrichissement personnel des élu·es par la multiplication de mandats locaux, je pointe la qualité du travail parlementaire forcément impactée par le surcroît de

travail associé à une autre fonction.

Réserve communale et SDIS : quid du manque de moyens réels ?



+ de moyens réels pour les SDIS (Service Départementale d'Incendie et de Secours). La réserve communale constituée par les bénévoles, bien qu'utile, ne saurait se substituer au manque de moyens professionnels de sécurité civile. La France a perdu près de 5500 pompiers entre 2021 et 2022 alors que les interventions sont en hausse. Il est urgent de mobiliser les ressources humaines et techniques pour anticiper les crises afin de protéger les populations et l'environnement dans un contexte d'accélération des phénomènes climatiques extrêmes.

La sûreté nucléaire bradée





Le projet de loi de réforme de la gouvernance de la sûreté nucléaire examiné en Commission vise à fluidifier et à réduire la durée des processus d'expertise, d'autorisation et de contrôle dans le cadre de la relance du nucléaire. Il prévoit la fusion entre l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), gendarme du nucléaire, et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), en charge de l'expertise technique. Il s'agit d'une orientation dangereuse pour la sécurité nucléaire qui fait prévaloir l'argument économique au détriment de la sécurité et qui risque d'avoir pour conséquence une désorganisation du système, une perte d'indépendance des experts et une perte de transparence à l'égard du public. Nous y sommes opposé·es !

Dysfonctionnement au sein de la commission des lois





Au moment où nous examinons le texte sur la réserve communale de sécurité civile en commission des lois, un autre texte sur les discriminations raciales et religieuses dont le domaine d'expertise législative dépend également de la commission des lois est étudié en séance. Nous sommes donc empêché·es de participer aux travaux d'un texte qui relève de notre champ de compétence. Cela nuit à la qualité du travail parlementaire et n'aurait pas dû se produire.

Examen en commission de la proposition de loi sur les discriminations capillaires



Mon intervention en commission des lois sur la proposition de loi visant à reconnaître et à sanctionner la discrimination capillaire. La question des discriminations liées au style et à la texture des cheveux d'une personne se manifeste essentiellement dans la sphère professionnelle ou scolaire. Des études sociologiques s'accordent à démontrer que les cheveux jouent un rôle dans l'accès au travail et particulièrement chez les femmes. Nous voterons pour Cette proposition de loi qui complète les

dispositions relatives à la lutte contre les discriminations en précisant que celles liées à l'apparence physique peuvent être relatives à la coupe, la couleur, la longueur ou la texture des cheveux. Il nous paraît cependant fondamental de préciser qu'il ne s'agit pas simplement d'une discrimination physique mais aussi raciale puisque qu'elle touche principalement les personnes non blanches.

Dans l'hémicycle

Les dérives sectaire en nouvelle lecture à l'Assemblée



Après passage au sénat, le texte visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires revient à l'Assemblée en nouvelle lecture. Toujours rien en termes de prévention, d'information et de formation. Nous voterons contre cette loi répressive sans moyens et sans budget.

[En savoir plus](#)



8 mars : discours de Sarah Hamoudi-Wilkowsky



Prise de parole forte de ma camarade et suppléante Sarah Hamoudi-Wilkowsky dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes,

Ce 8 mars, les Chambérien·nes se sont mobilisé·es pour les droits des femmes et l'égalité des genres.

Les collectifs ont mis en place des stands ludiques et pédagogiques pour sensibiliser au sexisme et aux discriminations. Les Rosies ont comme à leur habitude enflammé la scène avec leur chorégraphie. Je remercie ma camarade et suppléante Sarah Hamoudi-Wilkowsky pour sa vibrante prise de parole. Ce 8 mars là revêt un caractère particulier avec l'inscription de l'IVG dans la constitution française, fruit d'une longue bataille politique et parlementaire à laquelle le mouvement insoumis a joué un rôle important.

C'est une victoire historique qui en appelle d'autres.

Le combat continue !

[En savoir plus](#)

Rencontre avec les infirmières du dispositif Asalée



Asalée est une association entre médecins généralistes et infirmières déléguées à la santé publique dont le but est de proposer une éducation thérapeutique personnalisée d'un patient par une infirmière en équipe avec son médecin (maladies chroniques)

La Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM), qui finance à 95 % l'association, a proposé un nouveau projet de convention qui ne convient ni aux infirmiers ni aux médecins du dispositif. En attendant de trouver un accord, l'association se retrouve en sursis faute de financement, ce qui va priver à terme les patients des soins dont ils ont besoin.

Des incertitudes subsistent concernant le fonctionnement de l'association, malgré sa reconnaissance, la qualité de son travail et pour

l'économie que fait réaliser Asalée au système de santé.

Rencontre avec des habitants du Piochet



Avec Sarah Hamoudi-Wilkowsky, nous avons été à la rencontre des habitants du Piochet pour constater les conditions d'exécution des travaux très difficiles au sein de leur logement. Depuis des mois, les locataires font face à une mauvaise gestion des réhabilitations des bâtiments. Ils pointent surtout le manque d'écoute et d'information de la part du bailleur social.

Collage pétainiste à l'université de Savoie Mont Blanc





Depuis plusieurs mois, la mouvance fasciste menace sur le campus de l'Université Savoie Mont Blanc. Lundi 25 mars des affiches à la gloire de Pétain et de la milice française ont été découvertes. Ces groupes tentent d'instaurer un climat de terreur depuis trop longtemps maintenant sans que des dispositions sérieuses soient mises en place pour les stopper. L'université a décidé de porter plainte hier. Je salue cette décision. La dédramatisation continue de l'extrême droite et la reprise de pans entiers de son programme par le pouvoir macroniste contribue à la multiplication des actes racistes et des violences sur notre territoire.

Un sursaut est nécessaire. La haine n'aura jamais sa place en république. L'état et ses représentants doivent prendre la mesure de la gravité et agir en conséquence pour empêcher ces groupuscules de nuire définitivement.

[En savoir plus](#)

Réunion publique sur les Jeux olympiques 2030 à Chambéry





Retrouvez mon intervention à la réunion publique d'information sur les jeux olympiques 2020 à l'initiative du collectif NoJo dont je salue le travail précieux en termes de mobilisation et de sensibilisation au grand public sur les conséquences économiques, environnementales et démocratique catastrophiques que ces jeux auront sur nos deux régions Aura et PACA.

Plus de ressources et d'informations sur les prochains événements sur le site :

<https://no-jo.fr/>

[En savoir plus](#)

30 mars : Journée de la Terre pour les palestiniens



Nous étions réunis une fois de plus à Chambéry, au pied du château pour exiger le cessez-le-feu à Gaza, et la fin de la complicité du régime français avec le génocide par ses livraisons d'armes. Le 30 mars est une date particulière pour le peuple palestinien dont le martyre est sans fin.

Le 30 mars 1976, Israël a réprimé dans le sang une manifestation des Palestiniens vivant en Israël qui protestaient contre le vol permanent de leurs terres. Depuis 48 ans, le 30 mars est pour tous les Palestiniens et Palestiniennes dans le monde la "Journée de la Terre". Une journée de lutte et de résistance contre la dépossession de leurs biens et de leurs terres, contre la colonisation israélienne et une journée de commémoration de la Nakba.

1 AN DE MANDAT LE BILAN



Jean-François Coulomme
Député de la Savoie 4^e circonscription
PREMIÈRE ANNÉE DE MANDAT

> Membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

1 AN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



À l'occasion des élections législatives de 2022, la Nouvelle Union Populaire Écologiste et Sociale (NUPES) voyait le jour autour d'un programme commun. Elle est devenue immédiatement la seule opposition claire, progressive et humaniste qui défendait nos acquis sociaux et méritait le vivant.

C'est dans ce contexte que vous, chers citoyennes de la 4^e circonscription de la Savoie, m'avez accordé votre confiance pour que je porte votre voix à l'Assemblée nationale.

Une voix résolument populaire au sein du groupe parlementaire LFI-NUPES qui comprend dans ses rangs des enseignants, des employés et ouvriers, des militaires d'expérience, des chercheurs et chercheuses, des cadres, des chefs d'entreprises, des exploitants agricoles... Grâce à sa diversité, le groupe La France Insoumise à l'Assemblée est à l'image de la société Française pour laquelle nous nous battons en permanence comme sur le terrain du quotidien.

Au cours de cette première année de mandat, j'ai recueilli votre parole en circonscription sur vos attentes et vos difficultés à l'épreuve de l'édition et de la loi. Celles, la dégradation de nos services publics, les salaires de misère, la confiscation de nos ressources vitales, la disparition de nos jeunes et de nos étudiants, le dépouillement des revenus de nos collectivités locales et de nos communes.

La politique utilitariste et autoritaire d'Emmanuel Macron entraine et favorise ce chaos destiné à servir la voracité d'ultra-riches et de lobbies au détriment des besoins du plus grand nombre. Nos responsabilités individuelles. Espérez un collectif capable de mettre en échec ce modèle de société qui nous renvoie toutes et tous à l'échec les générations à venir.

Nous travaillons de haute lutte dans l'émancipation pour contrer ce gouvernement réactionnaire, brutal et méchant qui nous soumettent à une alternative. Nos relations sur le plan social, la vie civile, le logement, les courts-métrages, l'emploi, l'énergie, la santé, les loisirs, les transports, le reste à 50 ans, l'AFI, l'éducation... répondent aux besoins de l'État général et non à la cupidité de quelques-uns.

Je continuerai à faire vivre l'affirmation parce que nos combats sont justes et vitaux.

Jean-François Coulomme



38 semaines d'activité
71 présences en commission
91 interventions dans l'hémicycle
342 propositions
241 amendements adoptés

VICE PRÉSIDENT DU GROUPE D'ÉTUDES PRISONS ET CONDITIONS CARCÉRALES

150 les plus actifs* sur un total de 377 membres du groupe

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Cette délégation a pour mission d'orienter l'Assemblée nationale de la politique à mener par le gouvernement en regard de ses engagements sur les droits des femmes et sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Chaque année, un rapport est remis pour dresser un bilan des actions de la délégation ainsi que des propositions d'amélioration de la législation et de la réglementation. Ce rôle d'interface est exercé avec nos collègues de la NUPES, de développer et de partager nos mesures et ce qui concerne la mise en place de nos actions et notamment celles des instances sociales de sociétés.

1 AN EN CIRCONSCRIPTION

En circonscription, je me tiens au plus près des habitantEs qui subissent, comme le reste du pays, la dégradation des services publics et l'inflation entretenu par la politique de Macron.

ACCUSÉ ET ÉCOUTÉ
Ma permanence est ouverte à tout le monde et l'opinion mon cadre dans le cadre de mes domaines de compétence et des thèmes d'intérêt commun. Je reçois votre parole en commission des lois, à l'occasion des amendements, des propositions de loi ou des questions posées au gouvernement.

Le travail en circonscription implique d'être à l'écoute des associations, et de leurs représentants de terrain. J'ai ainsi rencontré l'association Savoye de France pour un changement de statut de nos élus en tant que membres de la Délégation aux Droits des Femmes. J'ai également rencontré les différents acteurs et actrices de l'accompagnement des personnes en situation de handicap : Carine André-Bélucet, des Missions de La Poste-Savoie, AFD de Chambéry, AFD de Cognac.

DÉPLACEMENTS
Afin de recueillir efficacement la parole des Savoisiens, j'ai décidé d'être à votre rencontre et continué à le faire tout au long de mon mandat à travers des réunions publiques autour de thématiques comme les retraites (Chambéry), la vie civile (Bonneville), le logement (Chambéry). Je souhaite non seulement les habitantEs les plus éloignés de la circonscription mais aussi de ma permanence itinérante que je déploie régulièrement au sein des différents cantons.

APPLI ET SOUTIEN
J'accuse mes collègues aux luttes sociales, aux salariés du secteur public comme de plus en plus de nos collègues de la fonction publique territoriale de ne pas se battre pour leurs salaires et de meilleurs conditions de travail (mobilisation du personnel hospitalier, fermeture de classes, grève des agents du chauffage urbain des transports).

ÉCOLOGIE
Je me bats également contre les projets destructeurs de l'environnement comme le chantier de Lyon-Saint-Exupéry ou des chantiers de la Savoie ou encore le projet de la rampe.



Présence à l'Assemblée

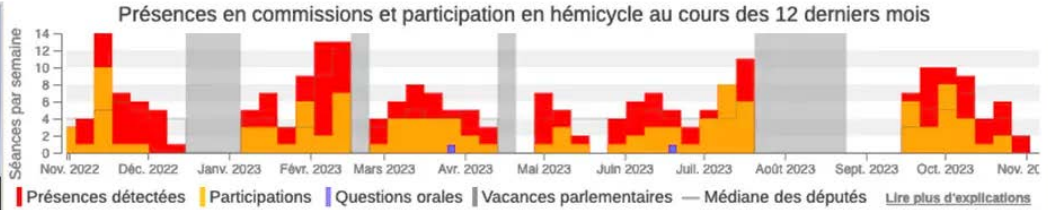
38 semaines d'activité
71 présences en commission
107 interventions en commission

315 interventions dans l'hémicycle
416 propositions d'amendements
319 amendements adoptés



Fait partie des **150** député.e.s les plus actifs* sur un total de 577.
 *selon le site www.nosdeputes.fr

Jean-François Coulomme, député LFI de la 4^{ème} circonscription de Savoie



CONTACTEZ VOTRE DÉPUTÉ !

Adresse de la permanence :

6 Faubourg Maché, 73000 Chambéry.

Du mardi au jeudi : 9h30-12h / 14h-18h

Téléphone : 04 80 47 05 59

Courriel : jean-francois.coulomme@assemblee-nationale.fr

Site internet : www.jfcoulomme.fr

[Se désabonner](#) | [Gérer votre abonnement](#)

[Ajoutez votre adresse postale ici !](#)